



MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
AMBASSADE DE FRANCE AU MALI

FICHE MALI

I- Organisation de l'enseignement supérieur

Le paysage de l'enseignement supérieur public malien se composait jusqu'en 2011 d'une seule université créée en 1996, l'Université de Bamako (UB) et de trois Grandes Ecoles ayant, comme l'université, le statut d'EPSTC. Il s'agit de l'École Normale Supérieure (ENSUP), l'École Nationale d'Ingénieurs (ENI) et l'Institut Polytechnique Rural (IPR). Il est à noter également l'existence d'une École Nationale d'Administration, placée sous la tutelle des services du premier ministre et indépendante de l'enseignement supérieur. En 2011 s'est ajoutée à ces quatre écoles l'École Normale d'Enseignement Technique et Professionnel (ENETP). En 2012 enfin, le panorama a été transformé par l'ouverture de l'université de Ségou et la scission de l'université de Bamako en quatre universités disciplinaires.

A la suite d'une crise de l'université plus longue que les précédentes, il a en effet été décidé à l'été 2011 de reconfigurer le paysage de l'enseignement supérieur malien et de jeter les fondements d'une grande réforme. L'université de Bamako a été scindée en quatre universités disciplinaires et chaque université a été dotée d'un IUT. Une mesure d'autonomie des établissements a été également introduite, en attendant la promulgation de la loi sur la réforme de l'enseignement supérieur. Initialement prévue pour 2012, la promulgation de cette loi a été repoussée suite aux événements survenus au Mali (coup d'état de mars 2012). Un texte de loi revu par le Ministère de l'Enseignement Supérieur issu du gouvernement de transition devrait être présenté en 2013 devant l'Assemblée Nationale.

Depuis septembre 2011 donc, la faculté de Médecine, Pharmacie, Odontostomatologie et celle des Sciences et Techniques ont été rassemblées en une université, dite « Université des Sciences, des Techniques et des Technologies de Bamako », ou USTTB. Elle comporte désormais 4 structures, la faculté des Sciences et Techniques, la faculté de Médecine et Odontostomatologie, la faculté de pharmacie et l'Institut Universitaire de Sciences Appliquées (IUT). En 2012 l'USTTB compte 451 enseignants chercheurs (dont 145 de rang magistral – professeurs et maîtres de conférences) et une centaine de personnels administratifs pour 10 607 étudiants.

L'Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB) regroupe quant à elle une partie de l'ancienne faculté des lettres et sciences humaines et une partie de l'ancien CESB (centre d'études supérieures de Bamako). Elle se compose d'une Faculté des Lettres, Langues et Sciences du Langage, d'une Faculté des Sciences Humaines et des Sciences de l'Éducation et d'un Institut Universitaire des Technologies (IUT). Elle compte 141 enseignants chercheurs, dont 26 de rang magistral et 49 personnels administratifs pour 22162 étudiants.

L'Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB) est composée de l'ancienne Faculté des Sciences Économiques et de Gestion, d'une nouvelle faculté dite « d'Histoire-Géographie » (regroupant les anciens départements disciplinaires de la FLASH et du CESB), de l'Institut Universitaire de Gestion (IUT) et d'un nouvel Institut Universitaire de développement territorial. Elle compte environ 150 enseignants-chercheurs (dont 20 de rang magistral) pour 25 000 étudiants.

Enfin l'Université des Sciences Juridiques et Politiques de Bamako (USJPB) est composée d'une faculté de Droit Public, d'une faculté de Droit Privé et d'une faculté des Sciences Politiques et Administratives. Elle dispose d'environ 140 enseignants chercheurs dont 14 de rang magistral et d'une centaine de personnels administratifs pour 30 811 étudiants.

L'ISFRA, Institut Supérieur de Formation et de Recherche Appliquée, anciennement CPS (Centre Pédagogique Supérieur), placé depuis 1996 à l'université de Bamako continue d'exister quoique son rattachement reste imprécis dans le nouveau paysage bamakois. Il a toujours pour missions spécifiques d'une part la formation et le perfectionnement des enseignants-chercheurs et chercheurs, de l'autre la réalisation de

travaux de recherche et développe depuis 2010 des activités de « conseil ». Il compte 22 enseignants-chercheurs dont 14 de rang magistral. Sa place dans les futures écoles doctorales est en discussion.

Quant à l'université de Ségou, en gestation depuis 2007 et ouverte en janvier 2012, elle sera composée à terme de 4 facultés et un IUT : la faculté d'Agronomie et de médecine Animale(FAMA), la faculté des Sciences et du Génie (FAGES), la faculté des Sciences Sociales (FASSO), la faculté des Sciences de la Santé et l'Institut Universitaire de Formation Professionnelle (IUT). Seule la FAMA est actuellement ouverte, avec une offre de trois filières. 6 assistants ont été mis à sa disposition par le ministère et 30 contractuels et vacataires (dont 10 de rang magistral) complètent son équipe d'encadrement pour un effectif de 370 étudiants.

Il existe par ailleurs de nombreux établissements privés, dont les enseignements sont de valeur inégale. Ils proposent essentiellement des formations dans les domaines du tertiaire (commerce, droit, tourisme) et de l'informatique. Depuis 2008, ces établissements doivent faire habiliter leurs diplômes par l'Etat. A noter l'existence de l'Ecole Supérieure en Ingénierie, Architecture et Urbanisme (ESIAU). **Cf. liste des écoles privées en annexe 2.**

II- Organisation des études et enseignements dispensés

Depuis fin 2009, le Mali a adhéré au système LMD (licence-master-doctorat) pour l'ensemble de l'enseignement supérieur. La mise en place dans les différentes filières se fait progressivement.

Dans les universités de Bamako, l'offre de formation se compose de diplômes généraux (DEUG, licence, maîtrise et DEA, mais aussi Master) et de diplômes dits « professionnels ». Le DUT est toujours délivré à bac+2 mais a été intégré dans une « licence professionnelle » en trois ans. Anciens et nouveaux diplômes cohabitent. Seuls la faculté des sciences et Techniques et l'IUSA ont entièrement transformé leurs cursus de licence en cursus LMD. C'est également le cas du département de Sciences du Langage de l'université des lettres (ULSHB). Le Master est en phase de mise en place à la FST. Les autres universités sont actuellement en cours de passage au LMD, certaines privilégiant la création de masters, d'autres travaillant sur le cursus licence en priorité.

Les nouveaux textes d'encadrement des diplômes LMD doivent s'enrichir en 2012 de textes portant création et configuration des écoles doctorales ainsi que du doctorat. L'ISFRA mais également l'IPR sont dans une première phase de réflexion autour du type de doctorat qu'ils souhaiteraient mettre en place.

Les principales filières universitaires en place en 2012 sont les suivantes :

A l'USTTB : médecine et spécialités (doctorat), master de santé publique, pharmacie (doctorat), biologie, chimie, géologie, informatique, physique, mathématiques (licence LMD et maîtrise, master en cours de création), DUT/licence professionnelle de génie électrique et informatique industrielle, licence professionnelle de génie biologique, licence professionnelle de chimie appliquée, certificats d'études spéciales (domaine médical).

A l'ULSHB : lettres, sciences du langage, anglais, arabe, allemand, russe, diplômes bilingues, philosophie, sociologie, anthropologie, socio-anthropologie, psychologie, sciences de l'éducation, (Deug, licence, maîtrise, DEA), DUT/licence professionnelle métiers du livre, *communication des organisations, arts*.

A l'USSGB : gestion, histoire, archéologie, géographie (Deug, licence, maîtrise, DEA), DUT/licence professionnelle en gestion des entreprises et administration, techniques de commercialisation, logistique et transports, informatique de gestion, hôtellerie et tourisme, assistant de gestion et secrétaire de direction, comptabilité.

A l'USJP : droit général, droit public interne, droit public international, droit des affaires, carrières judiciaires (Deug, licence, maîtrise).

A l'université de Ségou : agro économie, hydraulique agricole et production et la santé animales.

Du côté des grandes écoles, le passage au LMD n'est pas véritablement réalisé : il est en cours à l'IPR et à peine débuté à l'ENSUP et l'ENI.

L'ENSUP forme les futurs enseignants des lycées et collèges, après l'obtention d'une licence.

L'ENI propose des formations courtes de techniciens (bac + 2) et un cycle ingénieur.

L'IPR propose également des formations courtes et un cycle ingénieur, dans les domaines de l'agronomie, de l'élevage et de l'économie rurale.

L'ENA forme les futurs hauts cadres de la fonction publique.

L'ENETP formera les futurs enseignants des établissements secondaires techniques et des centres de formation professionnelle ainsi que les personnels d'encadrement de ces établissements.

L'Institut des hautes études et recherche islamiques Ahmed Baba de Tombouctou, rattaché au ministère de l'enseignement supérieur a pour vocation de former des bibliothécaires/documentalistes et chercheurs.

L'université de Ségou n'offre quant à elle pour le moment que trois filières en agronomie et sciences vétérinaires : l'agroéconomie, l'hydraulique agricole et la production et la santé animales. Ces filières, conçues dans le cadre du LMD, sont à tronc commun durant les deux premiers semestres et se spécialisent par la suite. Elle prévoit dans le cadre de son plan d'actions l'ouverture à la rentrée 2013-14 de la faculté de Sciences Sociales et de l'IUT.

Organisation de la recherche

Les activités de recherches restent souvent individuelles à l'université et les laboratoires sont peu nombreux. La recherche est essentiellement produite dans les EPST et EPSTC spécialisées recherche : le CNRST, l'INSERP, le Centre de Recherche et de Lutte contre la Drépanocytose (CRLD), le Malariae Research and Training Center (MRTC), le Centre National de Recherche et de Lutte contre la Maladie (CNaM), l'Institut National de Recherche en Santé Publique (INRSP) l'Institut National d'Etudes et de Recherches en Gériatrie, l'Institut d'Economie Rurale (IER) et laboratoire central vétérinaire, l'Institut des Sciences Humaines, l'Académie Malienne des Langues (ex Institut des Langues Maliennes), l'Institut des hautes études et recherche islamiques Ahmed Baba de Tombouctou (qui met actuellement en place des filières de formation à la documentation), le Centre National de Recherche et d'expérimentation en Bâtiment et Travaux Publics, le Centre National de l'énergie Solaire et des Énergies Renouvelables, etc. Quelques laboratoires sont de renommée internationale (MRTC sur le paludisme, CEREF0 sur le VIH, etc.).

► On notera le **rôle central de l'IRD/AIRD** (5 Représentations -Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Mali, Niger et Sénégal-).

- Les champs thématiques de l'IRD au Mali recoupent des priorités maliennes et des OMD :
 - *Changement climatique et risques naturels* ;
 - *Ecosystèmes et gestion des ressources naturelles* ;
 - *Sociétés, politiques publiques et mondialisation* ;
 - *Santé de la mère et de l'enfant*.

L'institut a pour stratégie de soutenir/renforcer les capacités et des dispositifs nationaux de Recherche en inscrivant cette coopération dans des dynamiques partenariales à l'échelle de l'Afrique de l'Ouest => aider à structurer un espace de recherche régional. Cette démarche peut constituer pour les partenaires maliens un élément mobilisateur et peut faciliter une dynamique structurante locale (même si les centres de gravité de certains projets se trouvent dans des pays voisins, les institutions partenaires coopèrent principalement avec l'espace régional francophone). Dans le contexte de crise régionale, cette stratégie peut aussi aider à maintenir les équipes maliennes dans des dynamiques scientifiques. Ce mode opératoire concerne autant les actions de recherche que de formation (écoles thématiques régionales, masters internationaux, associations d'écoles doctorales,...). Les JEAI, LMI (notamment les LMI pluri-pays) et les montages en cours de Programme Pilotes Régionaux (PPR) sont des leviers majeurs dans cette perspective. De même que le projet de Grande Muraille Verte (GMV).

III. -Coopérations existantes avec les établissements d'enseignement supérieur **a) français**

Consulter le site de l'Université de Bamako pour une liste :
<http://www.ml.refer.org/u-bamako/spip.php?article12>

L'Université de Bamako a conclu des accords interuniversitaires (AIU) avec les universités Joseph Fourier (Grenoble 1) et Pierre Mendès France (Grenoble 2), Blaise Pascal (Clermont) l'Ecole de Chimie de Clermont Ferrand, Paris 13, Rouen. De nouveaux accords ont été finalisés en 2011-2012 avec Caen, Montpellier, les Pays de la Loire, Poitiers et Valenciennes. Ces AIU concernent principalement la FAST (nouvelle Faculté des sciences et techniques de l'USTTB), mais également la FLASH (nouvelle université des Lettres, Langues et Sciences du langage) et l'ENI.

Par ailleurs la FMPOS (actuelle FMOS) a des relations suivies avec certaines facultés de médecine comme Bordeaux, Angers ou Marseille, formalisées par des accords interuniversitaires. Enfin, certains établissements privés ont également des accords de partenariat avec des établissements publics français comme l'université Paris 8, ou l'INSA et l'ENSA de Toulouse.

A noter la présence de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF) au travers du Campus numérique de Bamako hébergé par l'université malienne.

III. -Coopérations existantes avec les établissements d'enseignement supérieur b) d'autres pays, notamment européens

Des partenariats interuniversitaires existent mais sont peu actifs. Citons cependant un accord de l'Université de Bamako avec NIH-NIAID aux Etats-Unis, qui existe depuis une quinzaine d'années et qui vient d'être renouvelé.

Par ailleurs, des établissements privés ont des accords de co-diplomation avec des établissements étrangers non français, essentiellement au Canada.

Dans le cadre de la réforme de l'enseignement supérieur, de nouveaux partenaires techniques et financiers (PTF) sont apparus au cours de l'année 2011 : il s'agit particulièrement des Pays Bas, qui ont apporté une aide d'urgence à l'université de Ségou et de la Banque Mondiale qui appuie le déploiement des conditions de la réforme au travers d'un financement d'urgence du PADES (projet d'appui au développement de l'enseignement supérieur).

IV- Orientation à donner à la coopération universitaire franco-malienne

Au Mali, la France soutient des accords interuniversitaires entre établissements français et maliens, publics ou privés (ENSUP, ENI, Université des Sciences, université des Lettres et Sciences Humaines, université de sciences sociales et de gestion, ESIAU), avec pour objectif d'encourager des équipes pédagogiques dynamiques, en favorisant les contacts suivis avec des équipes françaises. C'est particulièrement le cas dans la période actuelle de mise en place du LMD, où les apports d'expertise française sont très recherchés.

L'Ambassade de France a également appuyé la mise en place de formations courtes professionnalisantes à l'université de Bamako, dans le cadre du projet sur fonds de solidarité prioritaire (FSP) « Appui au PRODEC », maintenant achevé en 2009.

Ces deux orientations méritent d'être suivies et développées avec l'ouverture de la nouvelle université de Ségou en janvier 2012. En effet cette université, qui s'est placée d'emblée dans le cadre du LMD, devrait se caractériser par une forte proportion de formations professionnalisantes. Un appui particulier est à mettre en place pour cette nouvelle université, par exemple en soutenant les contacts avec les IUT en France et d'éventuels nouveaux accords interuniversitaires centrés sur ces filières. La configuration de l'université de Ségou pourrait alors servir de modèle pour la création d'autres universités régionales, à Sikasso et Tombouctou particulièrement.

Par ailleurs, l'enseignement supérieur malien mène depuis plusieurs mois une réflexion sur la structuration de la recherche universitaire, des textes sont en préparation, qui aboutiront, sans doute d'ici fin 2013 à la création d'Écoles Doctorales. Ces Écoles doctorales, en petit nombre pour favoriser la pluridisciplinarité, associeront toutes les forces vives de la recherche, universités et Ecoles, instituts de recherche, publics et privés, ainsi que les organismes français présents au Mali comme l'IRD et le CIRAD. Il importe de soutenir cet effort, par l'appui à certaines formations doctorales porteuses, et d'encourager l'association avec des Écoles doctorales françaises et sous-régionales. De nouveaux textes encadrant la recherche et la création de laboratoires sont également à l'étude et plusieurs dossiers en partenariat avec la France ou dans la sous-région sont en cours de constitution.

Enfin, une évolution profonde de la gouvernance et du système de financement de l'enseignement supérieur est à l'étude, autour des idées d'autonomie des établissements, d'assurance qualité (mise en place d'une agence autonome d'évaluation), de contractualisation et de projet d'établissement. La France, qui vient de

mettre en place le système de compétences élargies pour ses universités, peut apporter beaucoup au Mali, en matière d'expertise-conseil et d'expérience afin d'accompagner cette évolution.

V. Contacts utiles

Direction Nationale de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique – Place de la Liberté – Bamako. Tél. (00) (223) 20 22 12 91.

Directeur : Pr Abdoulaye Salim CISSE

ETI Enseignement Supérieur : Mme Leila Mathieu : lmathieu@univ-poitiers.fr

Université des Lettres et Sciences Humaines de Bamako

Siège: Baco-Djicoroni ACI, Rue 627, Porte 83, Lot 159

Tél.: (223) 20280264 / 20280265

Fax : 20280271

Vice-recteur : M. Macki Samaké

Université des Sciences Juridiques et Politiques de Bamako – Campus Universitaire de Badalabougou – Bamako. BP E 2528

Tel:(223)20221933 / 20229302 / 20228942

Fax: (223)20229252 / 20221932

Contact : M. Bakary Camara, chef de Service des Relations Extérieures et de la Coopération du Rectorat de l'USJPB BP259

Recteur : M. Salif Berthé

Université des Sciences, des Techniques et des Technologies de Bamako – rectorat

Tel : 20 29 04 07

Contact : chef du service des relations extérieures et de la coopération : Hammadoun Aly SANGO (tel : 66 76 55 55)

Recteur : M. Adama Keita

Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako

Quartier du fleuve rue 310 porte 238 près du marché Dibida

Tel (223)20220865/(223)20220866 ;

Contact : chargée des relations extérieures, Mme Thiam Foufa Diallo (223)66732073

mail : ussgeb@yahoo.fr

Recteur : M. Bani Touré

Université de Ségou

Tel : (223)21320227 / 21320228 / 21320230 / 21320232

Site web : www.universite.segou.edu.ml

Recteur : M. Abdoulaye Traoré

École Normale Supérieure (ENSUP) BP 241 Bamako

Tél : (00) (223) 20 22 21 89

Directeur : M. Ibrahima CAMARA

École Nationale d'Ingénieurs (ENI) BP 242 Bamako

Tél : (00) (223) 20 22 27 36

Directeur : M. Mamadou Sanata Diarra

École Normale d'Enseignement Technique et Professionnel (ENETP)

Tél: (223) 20 22 10 44/ 20 22 10 45

Directeur : M. Famory DEMBELE

Institut Polytechnique Rural (IPR) – BP 06 - Koulikoro – Mali –

Tél. : (00) (223) 21 26 20 12 –

site web : <http://www.ipr-ifra.org/> -

Directeur : M. Mahamoudou FAMANTA

Campus Numérique Francophone de Bamako – AUF : M. Michel Namar, Responsable du CNF

Tél. : (00)223 76 84 10 60

michel.namar@auf.org,

Service de coopération et d'Action Culturelle – Ambassade de France – Square Lumumba – Bamako.

Tel 00 223 44 97 57 57 .

site web : <http://www.ambafrance-ml.org/>

Contacts :

Conseiller de coopération et d'Action Culturelle : M. Yves Gueymard

yves.gueymard@diplomatie.gouv.fr

Attachée de coopération (éducative et universitaire): Mme Dominique Bordes-M'Silti

dominique.bordes-msilti@diplomatie.gouv.fr

Conseiller régional de coopération Santé : M. Michel Marquis michel.marquis@diplomatie.gouv.fr

Campus France Mali : Directeur : M. Nicolas Huet njh@institutfrancais.org

Quartier du Fleuve, Av. Moussé Travélé, porte 512 Bamako

Institut de Recherche pour le Développement (IRD)

Directeur : M. Bruno Sicard, bruno.sicard@ird.fr

Centre de Lutte contre la Drépanocytose :

Contact : ETI placé auprès du Centre : M. Alain Dorie : adorie@hotmail.com

Mise à jour : 7 février 2013